

DOSSIER DE PRESSE

#MEDEFENMOUVEMENT — Fabrice Le Saché 2018



« Pour que le MEDEF incarne
pleinement l'énergie des entreprises »

FABRICE LE SACHÉ

@f_lesache
28, cours Albert 1er
75008 Paris
contact@medefenmouvement.fr

www.medefenmouvement.fr

#MEDEFenMouvement
@MEDEFenMouvement

POUR UN MEDEF EN MOUVEMENT

Fabrice Le Saché, 35 ans, est candidat à la présidence du MEDEF pour enfin le mettre en mouvement.

A l'origine de sa candidature, il y a notre projet collectif : le projet de *La France en Croissance* que Fabrice Le Saché a cofondé fin 2017.

Nous sommes un mouvement qui rassemble des chefs d'entreprise de toute taille, de tout secteur et de toute région qui portent un projet de renforcement et de modernisation du MEDEF. Nous souhaitons que le MEDEF incarne pleinement l'énergie des entreprises.

Nous avons sillonné la France entière pendant quatre mois lors d'un *Tour des entreprises de France* pour aller à la rencontre des entrepreneurs et recueillir leurs messages.

Ces idées ont servi de base au projet de renforcement et de modernisation du MEDEF que nous portons lors dans la campagne à la présidence.

Pour incarner ce projet, Le MEDEF en Mouvement, nous avons choisi notre cofondateur et porte-parole : Fabrice Le Saché.

NOTRE AMBITION

Notre ambition est d'adapter le MEDEF aux transformations de la société pour que notre organisation soit plus ouverte, plus digitale, plus engagée et plus utile à ses adhérents, entreprises comme entrepreneurs.

NOS VALEURS

Nous croyons au rôle de l'entreprise dans la société qui unit les Hommes et les territoires. Nous croyons que les disruptions technologiques sont des outils au service de projets collectifs. Nous croyons que la transition climatique est une opportunité de transition économique.

ILS INCARNENT LE MOUVEMENT



FABRICE LE SACHÉ, notre candidat pour
mettre Le MEDEF en Mouvement

Président de Aera Group
Cofondateur et Président de *La France en
Croissance*

Mail : fabrice@lafranceencroissance

 @f_lesache



PAOLA FABIANI

CEO de Wisecom
Porte-parole de *La France en Croissance*

Mail : pf@wisecom.fr

 @ PaoWisecom



HAIBA OUAISSI

Avocat / Entrepreneur, cofondateur de LexDev
Cofondateur et porte-parole de *La France en
Croissance*

Mail : haiba@lexdev.fr

 @ HaibaOuaissi

NOS ACTUALITÉS DANS LA PRESSE

Le Courrier
CAUCHOIS

1^{er} mars 2018

« Le Medef 4.0 à Duclair »

Fabrice Le Saché, jeune président de la France en croissance, de passage en Normandie, s'est arrêté au Carrefour Market de Duclair. Pas tout à fait par hasard.



Fabrice Le Saché, à droite à côté de Jean Delalandre, en pleine conversation avec le gérant du Carrefour Market Jean-Sébastien Havard

Les élections au sein du Medef, le syndicat des chefs d'entreprise, sont programmées pour le mois de juillet. Mais visiblement, la campagne a déjà commencé. Officiellement, Fabrice Le Saché n'est pas candidat. Cependant, le dirigeant parisien d'Aera Group, spécialisé dans le financement de projet d'économie verte en Afrique, s'est engagé dans un véritable tour de France depuis début janvier. Il préside le courant La France en croissance qui prévoit d'engager un postulant au fauteuil du patron des patrons. « Pour l'instant, je ne suis qu'un porte-parole parmi d'autres », a indiqué l'intéressé vendredi midi de passage à Duclair.

Rencontres

Le jeune entrepreneur, dont la famille est originaire de Troyes dans l'Aube, a été invité au magasin Carrefour Market par le maire Jean Delalandre. Les deux hommes se connaissent et visiblement s'apprécient. Ils ont été reçus par le gérant Jean-Sébastien Havard. Ce dernier s'est présenté comme « un commerçant dans l'âme, enraciné dans le territoire et qui fait son métier par passion ».

Il a improvisé une visite des lieux pour ses invités. Le supermarché emploie une cinquantaine de personnes. Il est bien implanté dans la vie locale...

Cette étape est venue s'ajouter dans le planning normand de Fabrice Le Saché après Caen, Le Havre et Honfleur. Le président de la France en croissance s'est rendu ensuite à Rouen. « Nous rencontrons les adhérents, les entreprises, les fédérations pour comprendre ce qu'ils attendent du Medef », a-t-il décrit.

Méthode Macron

Sa volonté est de voir le mouvement patronal « plus proche des entreprises, notamment des PME et TPE ». Il voudrait qu'il exerce « non seulement un lobbying national mais aussi local pour porter des questions comme la fracture numérique, le recrutement, l'ouverture à l'international ». Il souhaite que le syndicat propose « des services aux entrepreneurs ». Le trentenaire veut « digitaliser le Medef ». Il aimerait une organisation « qui reflète la vie des entreprises, rajeunie, féminisée, lisible, influente, qui prenne position sur l'économie de demain ».

Ce Medef 4.0 semble s'inspirer de la méthode En Marche, popularisée par le candidat Emmanuel Macron avec la présidence de la République au bout. Fabrice Le Saché ne refuse pas la comparaison. « C'est générationnel, pas politique », conclut-il.



27 février 2018

« Le Medef a une mauvaise image auprès des entreprises »

Une enquête menée par le mouvement La France en Croissance auprès d'entreprises de tout l'Hexagone souligne que pour une majorité d'entre elles, le rôle du Medef doit évoluer et notamment le mode de gouvernance et de prise de décisions.

La campagne pour la présidence du Medef s'accélère, avec l'arrivée d'un cinquième candidat dans la course, Olivier Klotz, lui-même à la tête du mouvement en Alsace. Si les candidats ont jusqu'au 3 mai pour déposer leur candidature, celui qui sera choisi pour remplacer Pierre Gattaz le 3 juillet prochain, devra dans tous les cas prendre en considération l'avis et la perception des adhérents de l'organisation, qui n'a visiblement plus très bonne presse, si l'on en croit une étude publiée ce matin par La France en Croissance. Ce mouvement d'une centaine d'entreprises de toutes tailles a en effet sillonné la France pour interroger les membres du Medef et leur demander ce qu'ils pensaient de l'organisation patronale. Or, 72% des adhérents ou ex-adhérents ont affirmé que le rôle du Medef devait évoluer, et seuls 22% ont déclaré que l'organisation les accompagnait dans la croissance de leur entreprise.

S'ils adhèrent, c'est en grande partie pour le réseau auquel le Medef leur donne accès (pour 63% d'entre eux), mais également les services que l'organisation leur propose (pour 45% seulement). Mais seuls 55% des entreprises interrogées ont une bonne image du mouvement, ce qui souligne l'ampleur de la mission qui attend le futur président. Autre enseignement de cette étude menée auprès de 250 dirigeants d'entreprises issues de toute la France, le fait que le mode de gouvernance ne convient plus. La moitié d'entre eux a déclaré qu'il devait être modifié et 90% estiment même que les entreprises devraient être consultées sur certaines prises de positions ou décisions du Medef.

Par ailleurs, 67,5% des adhérents ont déclaré qu'il devrait exister un lien direct entre leur entreprise et le Medef national.

Cette enquête de terrain, qui souligne notamment la frustration des entreprises locales de ne pas être entendues au niveau national, pourrait donner du poids aux trois candidats venus de région justement, face au favori Geoffroy Roux de Bézieux, et à l'ancien directeur général du Medef Jean-Charles Simon.

En plus de l'Alsacien Olivier Klotz, le président du Medef Auvergne-Rhône-Alpes Patrick Martin et celui des Hauts-de-France, Frédéric Motte, se sont effectivement présentés pour la présidence.

L'ensemble des candidats sera auditionné devant le nouveau conseil exécutif (élu le 15 mai) le 22 mai prochain et devra s'exprimer sur les changements envisagés. La France en Croissance présentera de son côté dans les prochaines semaines un projet pour le Medef comportant des propositions concrètes pour faire évoluer l'organisation, et notamment pour revoir la carte du paritarisme et le financement du Medef.



26 février 2018

Radio Classique : « La question éco du jour » (retranscription)

Dimitri Pavlenko, rédacteur en chef Economie. Après l'Inde et l'Algérie, le MEDEF part en voyage la semaine prochaine en Ethiopie et au Kenya. Mais que va faire le MEDEF en Afrique de l'Est ? Pourquoi cet activisme patronal à l'international ? Fabrice Le Saché, président d'Aera Group et membre du MEDEF International, est avec nous. Que vont faire les entreprises françaises au Kenya et en Ethiopie ?

Fabrice Le Saché, porte-parole de La France en Croissance. Nos entreprises cherchent à développer leurs activités et à saisir des marchés porteurs. Comme vous le savez, de nombreux pays africains connaissent une croissance forte. En plus de l'Ethiopie ou du Kenya que vous avez mentionné, on peut citer la Cote d'Ivoire, le Sénégal, le Rwanda, le Lesotho... Le contexte d'explosion démographique rend nécessaire le développement d'infrastructures dans de nombreux secteurs, tels que l'eau, l'énergie, l'agriculture... Mais ce contexte ouvre aussi des marchés de consommation.

Je souhaiterais aussi ne pas réduire l'Afrique à un grand débouché de consommation. Il s'agit aussi une zone d'innovation : plus d'un demi-milliard a été levé par les jeunes pousses de la tech africaine sur les 12 derniers mois.

Dimitri Pavlenko. C'est une nouveauté pour le MEDEF et notamment le MEDEF International, d'organiser ces voyages groupés à l'étranger. De quand date cet activisme international piloté par le MEDEF ?

Fabrice Le Saché. Les délégations d'affaires sont une tradition pour le MEDEF. La nouveauté est que Pierre Gattaz, président du MEDEF, a été le premier à se déplacer en Afrique subsaharienne. Ce continent en plein développement correspond à des opportunités pour nos entreprises et à des marchés à saisir.

Dimitri Pavlenko. Comment se prépare-t-on à aller dans ces pays, qui pour certains, comme le Kenya, n'ont pas le système bancaire, les garanties réglementaires qu'on peut trouver en Europe de l'Ouest ? Quels sont les risques ?

Fabrice Le Saché. Une bonne approche de ces pays consiste à jouer collectif. Pour nos PME et TPE en particulier, cela veut dire travailler avec les grands groupes. C'est tout l'intérêt d'une délégation MEDEF Internationale : elle mélange des entreprises de taille moindre et de grandes entreprises qui, lors de ces voyages, rencontrent leurs contreparties publiques et privées, mais surtout se découvrent, apprennent à se connaître. C'est le meilleur moyen de nouer des relations d'affaires.

Dimitri Pavlenko. Partir à l'étranger est une chose qui vous intéresse beaucoup, puisque vous avez créé l'index UP40 qui fédère de jeunes pousses visant très tôt leur exportation à l'international.

Fabrice Le Saché. Exactement. Nous avons regroupé au sein du MEDEF International 32 jeunes pousses, réalisant entre 0 à 10 millions de chiffre d'affaire et représentant 10 secteurs différents : le sport, le e-commerce, la filière santé... Elles viennent de toute la France, car l'innovation est très décentralisée en France : Paris, Nantes, Marseille, Bordeaux, Lille. Nous avons réussi à créer une communauté afin de ne plus travailler chacun de notre côté mais ensemble. Nous l'avons fait avec des ETI et des grands groupes, car nous ne sommes pas les ennemis les uns des autres. Nous renforçons un même écosystème. Plus les entreprises travaillent ensemble, plus il y a de collaboration et de coopération, mieux l'écosystème se porte.

Dimitri Pavlenko. Voilà tout l'éventail de la granulométrie de l'économie française. Merci Fabrice Le Saché. Je précise aussi que vous animez au sein du MEDEF un mouvement qui s'appelle *La France en Croissance* et qui présentera bientôt un candidat à la présidence du MEDEF. Nous en reparlerons, merci à vous.

VALEURS

22 février 2018

Valeurs Actuelles : « En vue »

EN VUE



PRESSIE/FOMIALD MEIGNEUX

FABRICE LE SACHÉ
Fondateur d'Aera
Group et de La France
en croissance

Le patron d'Aera Group, spécialisé dans la croissance verte en Afrique, a commencé, en décembre dernier,

un tour de France des entreprises pour faire connaître son collectif, La France en croissance. Ce mouvement, réunissant une trentaine de chefs d'entreprise, invite le Medef à renforcer ses actions auprès des PME. S'il tait pour l'heure son éventuelle candidature à l'élection pour la présidence du Medef, le 3 juillet prochain, le jeune chef d'entreprise de 35 ans a des idées précises sur

ce qu'il attend de l'organisation professionnelle: des services concrets pour accompagner les entreprises et leurs dirigeants dans un environnement en « *mutation permanente* » et une intensification de son lobbying à Bruxelles. L'entreprise est une cellule vivante de la société, « *sans doute la dernière qui tient encore debout* », rappelle Fabrice Le Saché.



12 février 2018

MEDEF : « LA FRANCE EN CROISSANCE » PRÉPARE SA PLATEFORME

■ Le collectif de patrons « La France en croissance », adhérents du Medef ou non, notamment porté depuis fin 2017 par Fabrice Le Saché (Aera Group) et Paola Fabiani (Wisecom), va aller à la rencontre des chefs d'entreprise sur le terrain. Des déplacements ont démarré au rythme de cinq visites de département par semaine. Ce groupement, qui devrait s'étoffer jusqu'à réunir une centaine de membres, entend alimenter sa réflexion en vue de mettre au point d'ici à la fin mars une plateforme programmatique. « La France en croissance » souhaite peser sur le débat de l'élection à la présidence du Medef autour de quelques axes : un Medef de services (pour toutes les entreprises et en allant plus loin pour celles de son réseau), une incarnation plus collective (féminisation, rajeunissement, création d'un média Medef, fin des subsides publics) et des cadres réglementaires plus simples et équitables à promouvoir. ■



11 février 2018

Le Figaro : « Des patrons appellent le Medef à soutenir davantage les PME »

Une trentaine de chefs d'entreprise, réunis dans un collectif baptisé "La France en croissance", ont appelé lundi le Medef à soutenir davantage les petites et moyennes entreprises (PME) à l'occasion de la campagne pour la présidence du mouvement patronal. "Nous souhaitons qu'au cours de la prochaine campagne pour la présidence du Medef s'engage un débat sur le rôle de notre organisation", écrivent les membres du collectif dans une tribune publiée sur challenges.fr. "Aux missions traditionnelles", comme la gestion du paritarisme et la négociation interprofessionnelle, doit s'ajouter "une véritable politique destinée aux entrepreneurs et aux entreprises", "au plus près du tissu économique de proximité", écrivent-ils.

Cette tribune, signée par des patrons de PME comme Alain Adam, PDG de Paganetti ou Emilie Buttiaux, présidente de French Partners, propose ainsi de "concentrer plus fortement l'action du Medef sur les TPE/PME/ETI et sur les jeunes pousses". "Les premières représentent l'immense majorité de nos entreprises et la moitié de la richesse produite par celles-ci. Les secondes font l'objet d'une dynamique qui hisse notre pays au premier rang européen", avec "2,7 milliards d'euros investis" en 2016, souligne le collectif.

Pour les soutenir, "La France en croissance" propose la création d'une offre dédiée au développement des nouvelles entreprises et la création d'un pôle "Entreprises et croissance" qui offre "des interactions directes et utiles" aux activités quotidiennes des entreprises. La création de ce mouvement intervient alors que la campagne pour la succession de Pierre Gattaz, qui quittera ses fonctions en juillet 2018, s'est accélérée ces derniers jours, avec le dépôt de candidature de plusieurs responsables régionaux de l'organisation patronale, et alors que le président de Michelin Jean-Dominique Senard fait figure de favori.

Ce dernier, qui fêtera ses 65 ans le 7 mars, ne peut pas postuler en théorie à la présidence du Medef, réservée aux candidats âgés de moins de 65 ans. Mais le Conseil exécutif du mouvement patronal, qui devait se réunir lundi après-midi sur le sujet, pourrait revoir cette règle, pour lui permettre de se présenter.

NOS TRIBUNES DANS LA PRESSE



28 février 2018

« Réinventer le MEDEF pour une France en croissance »

Par Haïba Ouaisi, cofondateur et porte-parole de *La France en Croissance*

Depuis huit mois, la France est engagée dans sa plus grande transformation de ces trois dernières décennies. Beaucoup ont le sentiment que l'Ancien monde est révolu et qu'il faut inventer de nouvelles manières d'agir. Cette remise en question et en action touche d'abord les organisations représentant les chefs d'entreprise, qui doivent sortir d'une posture de combat pour jouer le rôle qui leur revient aujourd'hui : celui de promoteurs du progrès. Par Haïba Ouaisi, cofondateur et porte-parole du mouvement « La France en Croissance »

Le séisme politique auquel nous avons assisté il y a quelques mois est en train de redessiner l'ensemble du paysage français. Du simple citoyen à l'ensemble de la société civile, de la jeune entreprise à la grande multinationale, chacun est invité à prendre part à la construction du « Nouveau Monde » promis.

Dans la conquête de cette nouvelle frontière du progrès, les chefs d'entreprise sont évidemment en première ligne. De Versailles à Davos, le chef de l'État leur répète à tous : « France is back ! ». La phase dépressive dans laquelle nous végétons depuis le début des années 2000 est désormais terminée : la « start-up nation » à la française est née.

Les entrepreneurs sont chaque jour plus nombreux à s'engager, créer, embaucher, investir, et réussir sur tous les territoires et dans tous les secteurs. Ils ont parfaitement intégré cette nouvelle donne : ils sont prêts à devenir les ambassadeurs de cette France nouvelle. Ce grand mouvement de fond, que certains qualifient de révolution entrepreneuriale, accompagne autant qu'il nourrit ce nouvel optimisme.

Une nouvelle génération de chefs d'entreprise

Cette nouvelle génération d'entrepreneurs préfigure les PME et les ETI de la France de demain. Elle a évolué profondément, en ce qu'elle ne recherche pas exagérément le profit, mais l'utilité sociale. Pour ces nouveaux chefs d'entreprise, l'argent ne suffit pas. L'entreprise du XXI^e siècle ne calcule plus

seulement ses bénéfiques en termes financiers, mais aussi, et surtout par le respect vis-à-vis de valeurs beaucoup plus inclusives.

L'entrepreneuriat social, l'empreinte territoriale, la transition écologique, les nouveaux modes de travail, l'innovation au service de l'intérêt général... autant de concepts qui dépassent de beaucoup les ambitions de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des organisations. Le temps du « social washing » n'est plus. Dans le Nouveau Monde, l'utilité sociale des entreprises est au cœur de la démarche de cette nouvelle génération de patrons, qui attendent en retour que l'on reconnaisse leur action.

Ces entrepreneurs et chefs d'entreprise du XXI^e siècle veulent rompre avec l'image négative qui, depuis les années 1970, reste attachée aux patrons. Les entreprises se retrouvent aujourd'hui à l'avant-garde du progrès et comptent bien le faire savoir : elles sont facteur de cohésion et de protection sociale, elles sont au cœur des mutations et proposent des solutions concrètes aux défis contemporains.

Du patronat de combat au patronat de progrès

En 2018, les organisations patronales doivent absolument se moderniser pour être en mesure de représenter toute l'énergie des entreprises. Il n'est plus possible de se contenter du mantra « il y a trop de charges ». Si le socle régalien demeure une fonction vitale de ces organisations, les chefs d'entreprise attendent tous aujourd'hui une incarnation plus fidèle à leurs valeurs, plus conforme à leur conception ouverte de l'entreprise, plus attentive à la diffusion des bonnes pratiques, au partage des fruits de la croissance et à l'impact socio-environnemental de leur activité.

Les chefs d'entreprise d'aujourd'hui ne sont pas coupés de la réalité. Ils sont durablement connectés à la société française, à laquelle ils veulent contribuer par les emplois qu'ils créent, par leurs investissements, par les risques qu'ils ont consentis, par la vision qu'ils veulent partager. Toutes ces femmes et ces hommes qui se battent au quotidien à la tête de nos entreprises pour l'emploi, l'innovation, la prospérité et le bien commun, méritent la reconnaissance du pays.

Des pionniers pour une France en croissance

Alors que le MEDEF s'apprête à élire en juillet 2018 un nouveau Président, nous devons donner une place à des représentants en phase avec l'entreprise d'aujourd'hui, plus ancrée dans la réalité des entrepreneurs, plus tournée vers l'utilité sociale, car, au-delà de la nécessaire réussite économique, c'est bien la plus-value sociétale qui anime maintenant l'esprit d'entreprise à la française.

La nouvelle génération d'entrepreneurs s'est investie d'une mission pour le progrès. Ce patronat du progrès doit maintenant être entendu et représenté au plus haut niveau, car cette nouvelle génération construit déjà la France de demain : une France conquérante, une France de progrès, une France en croissance.

Challenge^s

11 février 2018

Challenges : « Une trentaine de patrons appellent le Medef à soutenir davantage les PME »

TRIBUNE Pour le collectif de patrons "La France en croissance", l'énergie entrepreneuriale qui anime le tissu économique français doit être soutenue et démultipliée par un Medef à l'avant-garde des transformations économiques, sociales et environnementales de notre pays pour porter avec force la croissance.



La rapidité et la profondeur des changements qui secouent la France et le monde, mais aussi la diversité des secteurs concernés et des enjeux auxquels les Etats, les administrations, les entreprises et les individus sont confrontés est certainement sans précédent historique. Révolution numérique, cohésion sociale, formation, transition énergétique, revitalisation des territoires, ou encore démographie...nécessitent la mobilisation de tous pour transformer ces défis en opportunités. Chaque jour, dans les entreprises françaises, salariés et entrepreneurs trouvent des solutions concrètes et opérationnelles pour faire face à ces mutations.

Cette énergie, le MEDEF, premier rassemblement d'entreprises de France, doit être en mesure de la capter et de la démultiplier au service de son réseau. Il doit amplifier l'élan entrepreneurial qui transforme notre pays et devenir un vecteur d'anticipation, d'innovation et d'accompagnement des acteurs économiques afin d'intégrer les enjeux des décennies à venir. Il doit, enfin, assurer un suivi du champ social au plus près des besoins de toutes les entreprises de France. C'est vers cet objectif, et avec un nouveau souffle, que de nombreuses entreprises envisagent l'avenir.

Un débat sur le rôle de notre organisation

Nous souhaitons qu'au cours de la prochaine campagne pour la présidence du MEDEF s'engage un débat sur le rôle de notre organisation. Aux missions traditionnelles – gestion du paritarisme, négociation interprofessionnelle, influence – qui sont un socle solide, doit désormais s'ajouter une véritable politique destinée aux entrepreneurs et aux entreprises, accompagnée d'une offre de

services pour accélérer leur croissance. Nous devons renforcer notre action au plus près du tissu économique de proximité qui constitue l'essentiel de nos forces vives en modernisant l'accompagnement des fédérations et des MEDEF territoriaux. C'est ce que nous visons avec notre mouvement " La France en croissance ", porté par des chefs d'entreprise de tout secteur, de toute région et de toute taille.

Nous proposons de concentrer plus fortement l'action du MEDEF sur les TPE/PME/ETI et sur les jeunes pousses. Les premières représentent l'immense majorité de nos entreprises et la moitié de la richesse produite par celles-ci. Les secondes font l'objet d'une dynamique qui hisse notre pays au premier rang européen : 2,7 milliards d'euros investis dans les jeunes pousses en 2016. Et le mouvement s'amplifie.

Accroître le tissu des ETI

Soutenons ces entreprises et nous contribuerons à accroître le tissu d'Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) si vital pour nous projeter sur les marchés internationaux. Favorisons l'émergence de grands groupes assurant une pérennité de notre modèle à l'échelle mondiale. Assurons une plasticité accrue de notre économie, gage de notre compétitivité face aux géants mondiaux (GAFAM entres autres). Nous recréerons ainsi massivement des emplois localisés sur l'ensemble de notre territoire, en métropole et outre-mer, et dans tous les secteurs de notre économie. Relevons collectivement les grands défis de notre pays, qu'il s'agisse de la dynamisation de nos banlieues, de la revitalisation de nos centres villes ou de la renaissance de nos zones rurales.

Avec près de 600 000 nouvelles entreprises par an, la France est devenue un moteur de l'entrepreneuriat en Europe. Le MEDEF doit être à la pointe de cette énergie positive au-delà de nos frontières. Dans toutes nos actions, l'Europe doit être pleinement considérée et intégrée. La taille du marché européen, la complémentarité de nos économies et les effets de levier ou d'optimisation sont des accélérateurs pour le développement des entreprises françaises. Un MEDEF ouvert sur le monde est un outil pour saisir les opportunités à l'international.

Subir les transformations ou agir ? Se repenser collectivement ou être contraint au renouvellement ? Le MEDEF ne peut pas passer à côté des révolutions en cours. Il peut et doit être à l'initiative car il est un espace de coopération, d'échanges d'idées et de production d'actions de terrain. Fédérons tous les chefs d'entreprise autour d'une vision audacieuse, créative et enthousiaste au service de notre pays !

Par le collectif "La France en croissance" qui rassemble près d'une trentaine de chefs d'entreprises dont : Alain Adam, Président Directeur Général Paganetti, Florence Arnoux, Membre du Conseil d'Administration CIS Catering, Charlotte Aubin, Co-fondatrice Greenwish Partners, Judith Beller, Fondatrice Bel'RP, Maxime Boadji, Co-fondateur Yellow Relay, Emilie Buttiaux, Présidente French Partners, Régis Charpentier, Co-fondateur Win Win Afrique, François-Marie Charmet, Co-fondateur, AviQuali, Jérôme Delle Case, Président PierreJérôme , Paola Fabiani, Fondatrice Wisecom , Alex Fokapu, Co-fondateur Fiftyfor, Guillaume Fouchères, Actionnaire Canopy Energy, Thierry Galarme, Directeur Général Luvi Ogilvy Mayotte, Antoine Haguener, Président Kopernik Consulting, David Houssemand, Co-fondateur Inventy, Michel Jonqueres, Président MEVO, Léonidas Kalogeropoulos, Président Chantiers de l'Entreprenalisme, Paul Langlois, Co-fondateur Optimetriks, Pascal Lorot, Président Institut Choiseul, Victoire de Margerie, Présidente Rondol Industries, Haïba Ouaisi, Co-fondateur LexDev, Olivier Peraldi, Co-fondateur Chiffres & Citoyenneté, Gilles Rolland, Fondateur Active'Invest (Europhane, Grolleau, Arts Energy), Fabrice Le Saché, Co-fondateur Aera Group, Pierre Soler-My, Président Carbonex



02 février 2018

La Tribune : « La réforme de l'apprentissage dessine la France de demain »

L'apprentissage est devenu un sujet consensuel. Les acteurs du monde politique, les entreprises, les syndicats comme les éducateurs en sont convaincus. Près des trois quarts des Français en ont une bonne image. Tous s'entendent sur la nécessité de développer cet instrument privilégié de l'insertion des jeunes dans l'emploi, alors que leur taux de chômage reste anormalement élevé à 24%.

Il a fait ses preuves, non seulement chez nos voisins allemands ou suisses souvent cités en exemples, mais en France également : 65% des jeunes ayant suivi des études en apprentissage de niveau CAP à BTS ont un emploi sept mois après la fin de leur formation, dont la moitié en CDI. L'expérience démontre que c'est la meilleure voie d'entrée dans le monde du travail pour les jeunes et en particulier pour les moins qualifiés.

Et pourtant, les échecs se succèdent. Le plan de relance de l'apprentissage, en 2015, prévoyait 500.000 apprentis en France en juin 2017. Or, le nombre d'apprentis plafonne à 400.000. En 2011, le plan était deux fois plus ambitieux avec un million de contrats visés. Les plans ont succédé aux réformes et aux livres blancs et 8,2 milliards d'euros sont investis chaque année. Force est de constater que l'apprentissage ne décolle pas dans notre pays. Au contraire, le nombre d'apprentis a reculé de 4% depuis 2010, la baisse atteignant 20% pour les jeunes les moins qualifiés. Il est temps de remettre les choses à plat en partant des blocages.

Faciliter la vie des TPE et PME, principaux recruteurs d'apprentis

Ce sont les entreprises de moins de dix salariés qui recrutent le plus d'apprentis. Pour elles, chaque cas est une chance mais aussi un effort considérable. Recruter un jeune en apprentissage, c'est d'abord investir du temps, au détriment au moins temporaire de la production. C'est surtout être le premier contact de ce jeune avec les exigences du monde professionnel, de ses contraintes, de ses codes, de la responsabilité individuelle et du savoir-vivre. Ce qui est demandé aux entrepreneurs, c'est de donner une triple formation technique, sociale et éducative, tout en faisant tourner leur affaire. Autant leur faciliter la tâche.

Du point de vue de l'entrepreneur, la lourde charge administrative s'ajoute à l'illisibilité d'un système qui fait coexister un grand nombre d'acteurs. Le manque de flexibilité dans l'adaptation des formations aux besoins des entreprises crée un déséquilibre entre offre et demande. La logique de la formation à des métiers rend la mobilité professionnelle difficile. L'orientation de la taxe d'apprentissage se fait au détriment des jeunes moins formés. L'éclatement des aides à l'embauche, la complexité des solutions de financement et la rigidité des contrats agissent comme autant d'obstacles pour des entreprises pourtant désireuses d'ouvrir leurs portes aux nouvelles générations.

Dans ce contexte, l'état de la négociation en cours sur la formation professionnelle a de quoi inquiéter. Les rapports de force pour le contrôle de son financement sont marqués de ruptures et de coups d'éclats. L'efficacité doit être mise au cœur de la recherche de solutions. Nous appelons le Gouvernement à placer en tête de la liste des priorités, d'abord les intérêts des jeunes, dont l'objectif est d'accéder à un emploi dans lequel ils vont s'épanouir, mais immédiatement ensuite les intérêts des entrepreneurs qui recrutent. L'objectif est de réduire le chômage des jeunes, le moyen est d'augmenter le nombre d'apprentis.

Des idées pour rendre l'apprentissage attractif

Pour ce faire, la simplification des démarches administratives est une nécessité. Rapprocher les entreprises des Centres de Formation des Apprentis (CFA) pour construire en commun les diplômes en fonction des besoins des bassins d'emploi en est une seconde. Passer d'une logique de métiers à une logique de compétences afin d'améliorer l'employabilité des personnes formées en est une troisième. Rendre les contrats plus souples pour permettre une entrée en apprentissage plus facile et une rupture moins problématique en est une quatrième. Enfin, tout cela ne sera rendu possible que par un pilotage unique, clair et objectif du système.

La question de l'image des apprentis mérite également d'être posée. C'est aujourd'hui l'heure de la "révolution culturelle" évoquée par le Président de la République, qui reconnaît pleinement l'apprentissage comme un chemin d'excellence. La voie de l'alternance est celle de la connaissance mêlée à l'expérience, source de la véritable compétence. Pour nous, c'est celle qui a le plus de valeur sur le marché du travail.

La réforme de l'apprentissage sera donc décisive à plusieurs niveaux : il en va de l'emploi des jeunes, mais également de la façon dont on considère la formation professionnelle et le développement des compétences tout au long de la vie. C'est la croissance d'aujourd'hui et plus encore celle de demain qui en dépendent. La réforme sera à ce titre un signal fort sur les choix du Gouvernement en matière de politiques publiques : nous espérons qu'il sera du côté de l'efficacité.

() **La France en Croissance** est un mouvement et une association d'entrepreneurs, qui souhaitent porter une réflexion sur l'entreprise de demain, répondre aux enjeux d'innovation, intelligence artificielle, transition écologique, parité dans les entreprises etc. Créée en décembre 2017, son objectif est de faire un constat sur la vision de l'entreprise en France aujourd'hui, de ses besoins, de son avenir et de présenter des propositions pour l'accompagner dans la transformation économique et politique du pays.*

NOTRE ÉTUDE SUR L'IMAGE DU MEDEF

Dans le cadre de son « Tour des entreprises de France », mené depuis janvier 2018 pour aller à la rencontre des entrepreneurs de l'ensemble du territoire français, le mouvement *La France en Croissance* publie un sondage exclusif sur ce qu'attendent les entreprises du MEDEF. *La France En Croissance* a engagé en janvier 2018 une consultation numérique auprès de plus de 250 dirigeants d'entreprise, adhérents ou ex-adhérents au MEDEF.

Pourquoi les entreprises adhèrent-elles au MEDEF ?

63% des adhérents au MEDEF le sont pour l'accès à un réseau de chefs d'entreprise

45% des adhérents le sont pour les services que propose le MEDEF.

Une attente forte de réforme du MEDEF

72% des adhérents ou ex-adhérents pensent que le rôle du MEDEF doit évoluer

22% seul 22% des personnes interrogées estiment que le MEDEF les accompagne dans la croissance de leur entreprise

Une image du MEDEF à améliorer

55% seul 55% des personnes interrogées ont une bonne image du MEDEF

Une gouvernance du MEDEF qui doit être modifiée

50% des chefs d'entreprise adhérents ou ex-adhérents pensent que la gouvernance du MEDEF doit être modifiée

90% des répondants pensent que les entreprises devraient être consultées directement sur certaines prises de position et/ou décisions du MEDEF

67,5% des adhérents ou ex-adhérents pensent qu'il devrait exister un lien direct entre les entreprises et le MEDEF national

Une étude menée à l'occasion d'un « Tour des entreprises de France »

Ce sondage a été réalisé dans le cadre du **Tour des entreprises de France** mené par *La France En Croissance* en janvier 2018, afin de recueillir sur le terrain les messages des territoires, des fédérations et des entreprises. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une réflexion sur le rôle, les missions, la gouvernance et le financement du MEDEF alors qu'un nouveau Président sera élu en juillet 2018.

La France en Croissance souhaite faire remonter les nombreux messages et préoccupations exprimées par les entrepreneurs lors de ces rencontres, notamment :

- L'estimation des emplois non pourvus (+500 000 selon les chiffres remontés par le mouvement dans les départements traversés).
- L'importance de la fracture numérique dans les territoires et de la transformation digitale.
- La fiscalité locale et des prélèvements obligatoires.
- Le besoin de revoir avec pragmatisme la carte du paritarisme, le financement et l'organisation/gouvernance du MEDEF.

Bâtir un projet qui sera porté pour le MEDEF

La France en Croissance souhaite donner un écho à ces messages et ces rencontres avec les entrepreneurs du territoire français. Dans cette optique, ***La France En Croissance* présentera donc dans les prochaines semaines un projet pour le MEDEF** comportant des propositions concrètes pour que l'organisation patronale soit à l'avant-garde des transformations économiques, politiques, écologiques et sociétales de notre pays.

Le « Tour des entreprises de France » en quelques chiffres :

- + de 40** territoires visités/rencontrés
- + de 200** rendez-vous avec les territoires, fédérations professionnelles et les entreprises membres du MEDEF.
- + de 250** dirigeants d'entreprise, de MEDEF territoriaux et d'organisations professionnelles ont répondu à l'étude en ligne de *La France en Croissance*